ASSEMBLÉE NATIONALE

15 novembre 2018

PLF POUR 2019 - (N° 1255)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

SOUS-AMENDEMENT

N ° II-2615 (Rect)

présenté par

Mme Sage, Mme Sanquer, M. Charles de Courson, Mme Auconie, M. Guy Bricout, M. Dunoyer,
M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Lagarde et M. Ledoux

à l'amendement n° 2519 du Gouvernement

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 55, insérer l'article suivant:**

I. – À l'alinéa 12, après le mot :

« publiques », insérer les mots :

« de L'État ».

II. – En conséquence, procéder à la même insertion à l'alinéa 17.

III –En conséquence, compléter cet amendement par l'alinéa suivant :

III. - La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans la proposition du gouvernement, la base éligible est diminuée du montant des subventions publiques accordées pour leur financement.

Ce critère, qui n'exclut pas explicitement les aides fiscales propres à certaines collectivités, pourrait rendre demain le dispositif inopérant. Les deux collectivités à autonomie fiscale, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, disposent d'outils opérant qui doivent rester disponibles aux porteurs de projets en complément des dispositifs nationaux.

Ce sous amendement vise à le préciser.